

Représentant du gouvernement brésilien

Eduardo Rodrigues, ministre des Finances et de l'Emploi

Je m'appelle Eduardo Rodrigues. Je suis le ministre des Finances et de l'Emploi du gouvernement du Brésil. Comme tous les autres pays, notre gouvernement travaille avec acharnement pour veiller à la croissance de l'économie et trouver des moyens d'assurer une bonne qualité de vie pour tous. Ce n'est pas facile, car le gouvernement doit gérer de nombreuses demandes et nos ressources sont très convoitées. Un de nos principaux objectifs est d'aider autant de citoyens que possible à trouver un emploi. Le taux de chômage atteint actuellement 17 %. Nous devons trouver des moyens de le réduire. De plus, notre pays compte beaucoup de pauvres. Ce n'est qu'en exploitant les ressources naturelles de notre pays que nous pourrions assurer une bonne qualité de vie pour tant de citoyens.

De nombreux Brésiliens ont besoin de notre aide. Les agriculteurs quittent les régions pour trouver un emploi bien rémunéré dans des usines en ville. Malheureusement, les seuls emplois que ces gens obtiennent sont destinés à des travailleurs sans qualifications qui ne sont pas bien rémunérés. Notre gouvernement prévoit offrir des parcelles de terrain dans la forêt tropicale près de l'Amazonie aux entreprises, ainsi qu'aux individus qui pourront cultiver la terre.

Nous tentons de protéger les droits des peuples autochtones dans la forêt tropicale. Toutefois, je crois que le gouvernement doit tout d'abord tenir compte des besoins du nombre élevé de personnes qui n'ont pas d'emploi. Nous devons exploiter la forêt tropicale de notre pays pour permettre à des millions de personnes sans emploi au Brésil de gagner leur vie. Seulement 7 % de la population de mon pays vit dans la forêt tropicale. Qu'est-ce qui est plus important : nourrir 93 % de la population et lui fournir des emplois, ou laisser la forêt tropicale à un petit groupe d'habitants autochtone de la forêt?

Des étrangers partout dans le monde nous disent de ne pas exploiter la forêt tropicale. Toutefois, comme ils vivent loin et qu'ils ne sont pas au courant des problématiques, ils ne comprennent pas les défis auxquels nous devons faire face tous les jours. Le revenu annuel moyen de la majorité des familles au Brésil est inférieur à 4 300 \$. Certains habitants gagnent moins de 900 \$ par année. La plupart de ces gens sont peu qualifiés et ont un niveau d'éducation peu élevé; ils doivent donc accepter des emplois peu rémunérés. Ce n'est qu'en encourageant un grand nombre d'industries à exploiter la forêt tropicale que ces travailleurs pourront occuper des emplois mieux rémunérés.

Le Brésil est un chef de file mondial sur le plan des cultures agricoles et de l'élevage du bétail. Les exploitants de ranchs ont besoin de terres pour élever le bétail; nous réservons une région de l'Amazonie à cette fin. C'est vrai que de riches propriétaires au Brésil ont plusieurs grandes exploitations agricoles. Toutefois, certains citoyens parmi les plus pauvres reçoivent des subventions du gouvernement sous forme de petites parcelles de terrains près de la nouvelle autoroute qui traverse la région de l'Amazonie. Ceux qui sont incapables de cultiver leur propre terre peuvent travailler pour les grands ranchs et les grandes fermes.

Les décisions relatives à l'économie ne reviennent pas uniquement au gouvernement du Brésil. Bon nombre de décisions visent à payer la dette du pays. En tant que pays en voie de développement, le Brésil a dû emprunter des milliards de dollars à la Banque mondiale et à des banques privées en Europe, au Japon et aux États-Unis. Les profits qu'on tire du commerce servent à payer les intérêts de cette dette. Afin de rembourser la dette, le budget du

gouvernement a été réduit; de nombreuses personnes ont perdu leur emploi. De plus, nous avons réduit le financement des programmes sociaux, comme la santé, l'éducation et les avantages sociaux. Nous avons aussi diminué la valeur de la devise de notre pays (valeur de la monnaie brésilienne). Malheureusement, cela a entraîné une hausse du coût de la vie dans le pays. Le gouvernement tente de rembourser la dette; toutefois, il devra utiliser toutes les ressources disponibles du pays pour y parvenir. Cela comprend les ressources naturelles de la région de la forêt tropicale du Brésil.

De grandes entreprises internationales, comme Sony, Xerox, PepsiCo, Shell, Toyota et IBM, ont choisi de s'installer au Brésil. La ville de Manaus, à l'embouchure de l'Amazone, compte plusieurs entreprises internationales, ainsi que des fabricants locaux. Afin d'encourager les entreprises internationales à faire des affaires au Brésil, mon gouvernement a créé une zone de libre-échange dans la ville de Manaus. Nous n'obligeons pas les entreprises à payer des droits d'importation; elles en tirent donc des avantages financiers, ce qui les incite à rester dans notre pays. De plus, ces entreprises emploient un grand nombre de Brésiliens et leur paient un bon salaire. Par exemple, l'entreprise brésilienne Samsung Electronics paie ses travailleurs environ 300 \$ par mois, tandis que le salaire moyen d'un travailleur en usine atteint de 100 \$ à 200 \$ par mois. Vous pouvez voir que les citoyens tirent avantage des activités des entreprises étrangères.

Le gouvernement du Brésil se préoccupe de la forêt tropicale, et travaille avec acharnement pour assurer l'exploitation responsable de ses ressources. Par exemple, en 1996, nous avons interdit la coupe de l'acajou, même si nous savons que nombreux sont ceux qui coupent encore illégalement des arbres. Au cours des dernières années, nous avons adopté des plans pour réduire le défrichage par la coupe et le feu. Cette année, nous avons collaboré avec des groupes environnementaux pour créer le plus grand parc national dans une forêt tropicale au monde. Nous pouvons vous assurer que nous souhaitons protéger la forêt tropicale du Brésil, sans toutefois oublier d'accorder la priorité au bien-être de nos citoyens.

Adapté de Don Northey, Jan Nicol et Roland Case (dir.), *Brazilian Rain Forest*, Vancouver (C.-B.), The Critical Thinking Consortium, 2002 avec la permission du Critical Thinking Consortium, à l'intention des enseignants de l'Alberta.